

(N° 390.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1922-1923.

Projet de loi

modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

NOTE JUSTIFICATIVE.

Les amendements ci-joints se rapportent au projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus (documents n° 137 et 220 de la Chambre).

Le premier de ces amendements est de pure forme : il tend à préciser le nouveau texte proposé à l'article 4 par la Commission.

Le deuxième amendement a pour but d'empêcher des abus que peut entraîner l'application du second alinéa du § 3 de l'article 29 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, qui permet de déduire, à titre de charges professionnelles, un dixième des rémunérations touchées par les redevables visés à l'article 25, 2°, desdites lois (employés, administrateurs, commissaires de sociétés, etc.). Il a été constaté que, dans certains cas, la déduction ainsi fixée dépasse de beaucoup les dépenses que nécessite l'exercice de la profession. On estime que, *sauf preuve contraire*, cette déduction ne devrait pas excéder 30,000 francs, ce qui correspond à 300,000 francs de rémunérations.

Le troisième amendement ne comporte en son litt. A. qu'une simplification de texte.

En son litt. B. il vise à dispenser les personnes soumises à une discipline professionnelle, de délivrer un reçu dans la forme prévue, à la condition que les intéressés tiennent un journal indiquant, jour par jour, le montant, par catégorie, de leurs recettes et de leurs dépenses professionnelles.

Cette disposition constituera sans nul doute une facilité appréciable.

(1) Projet de loi, n° 137.

Rapports, n° 181, 220 et 223.

Les deux amendements suivants établissent un régime spécial pour la taxation des *lots* attribués aux porteurs d'obligations, bons de caisse, reconnaissances ou certificats et de tous autres titres constitutifs d'emprunts quelle qu'en soit la durée.

Sous le régime actuel, la perception de la taxe mobilière ne présente aucune difficulté, cet impôt étant retenu à la source au moment du paiement du lot.

Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne la supertaxe où la fraude est facile.

Pour remédier à cette situation, le Gouvernement propose de soumettre le lot exclusivement à la taxe mobilière selon un taux progressif, variant de 3 à 10 p. c.; la supertaxe ne serait plus exigée du chef des revenus assujettis audit impôt.

Le 6^e amendement modifie le texte de la Commission en tant que celui-ci double le minimum de revenu exonéré pour le redevable marié.

Cette disposition aurait des conséquences désastreuses au point de vue du rendement non seulement de la supertaxe, mais également de la taxe professionnelle, les exonérations applicables au premier de ces impôts l'étant également au second. Il s'ensuit que la plupart des appointés, des salariés, des pensionnés, des artisans, des petits boutiquiers, cabaretiers, cultivateurs, paieraient la taxe professionnelle de 12 francs sans supertaxe, soit moins que ce qu'ils versaient au Trésor sous la législation antérieure.

Au surplus, la proposition de la Commission, si elle était adoptée, aurait une répercussion grave quant à l'application de la loi de milice, de la loi sur les pensions de vieillesse et de celle relative au fonds des mieux doués. L'octroi de sursis en matière de milice, l'appréciation de l'importance des ressources et la fixation du chiffre de la pension des vieillards, de même que l'allocation des avantages accordés sur le fonds des mieux doués, sont, en effet, influencés par le montant des revenus exonérés.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'au point de vue économique, le doublement, pour le conjoint, du revenu exonéré ne se justifie pas, car il est certain que le coût de la vie pour deux personnes vivant ensemble n'est pas égal à deux fois ce que coûte la vie de chacune de ces personnes prises isolément. Le Gouvernement admet cependant de porter au quart, au lieu du cinquième, l'accroissement dont bénéficiera le redevable marié.

Le litt. A du septième amendement supprime le régime d'exception que la Commission a prévu en faveur des redevables dont le revenu global ne dépasse pas 5,000 francs.

Cette disposition créerait une différence de traitement injustifiée entre des contribuables jouissant de revenus sensiblement égaux. Ainsi, dans une commune de 60,000 habitants ou plus, un célibataire ayant 5,000 francs de revenu paierait : $25 - 18$ (supertaxe correspondant au minimum exonéré 3,600) = 7 francs, tandis que si son revenu atteint 5,100 francs, il payera 50 francs pour les premiers 5,000 francs et fr. 1.50 pour les 100 francs suivants = fr. 51.50 — 36 (minimum exonéré) = fr. 15.50, soit donc pour une différence en plus de 100 francs de revenu, une aggravation de fr. 8.50 d'impôt.

D'autre part, le régime suggéré par la Commission sera le plus souvent sans portée pratique, car très peu nombreux seront les chefs de famille qui, à raison de leurs charges, ne seront pas taxés d'après l'un des forfaits (5 ou 10 francs), quand leurs revenus seront au maximum de 5,000 francs. Seuls les habitants des petites communes — et l'on sait que par suite des déclassements le nombre de celles-ci est fortement réduit — pourront y trouver un avantage. Or, c'est précisément dans ces localités où la vie est la moins chère, qu'une diminution des charges se justifie le moins.

Le littéra *B* rectifie une erreur évidente de copie ou d'impression.

Quant à l'amendement à l'article 14, il a pour but d'empêcher une inégalité de régime entre les contribuables bénéficiant de revenus presque égaux.

D'après le texte de la Commission, le redevable dont le revenu taxable atteint 100,000 francs bénéficierait de la réduction de 5 p. c. d'impôt par personne à sa charge. Au contraire, celui qui aurait 101,000 francs de revenu se verrait refuser la dite réduction, même si ses charges de famille sont plus importantes et si, par conséquent, sa situation est moins bonne. Ce simple exposé montre le manque d'équité du système préconisé par la Commission.

Le Gouvernement estime que le texte qu'il propose fait droit, dans la mesure des possibilités budgétaires, aux revendications des familles nombreuses : il augmente la déduction maximum (1,000 francs) progressivement de 100 francs par personne à charge au-delà de deux, de sorte qu'elle sera de 1,000 francs pour la femme et le premier enfant, de 1,100 pour le deuxième enfant, de 1,200 francs pour le troisième et ainsi de suite, de manière à atteindre 1,900 francs pour le dixième enfant.

Le neuvième amendement met en concordance le texte du § 2 de l'article 54 et celui du § 1^{er} de l'article 59 en tant qu'il vise le délai dans lequel doivent être déposées les déclarations relatives aux taxes mobilière et professionnelle perçues à la source.

Le dixième amendement modifie l'article 59 (article 14 du projet), de manière que la contribution foncière et la contribution personnelle sur les domestiques et les chevaux soient payables comme la supertaxe et l'impôt sur le mobilier, dans le mois de la réception de l'avertissement-extrait de rôle.

Actuellement, les deux premiers de ces impôts sont payables par trimestre (article 59 susdit et article 14 de l'arrêté royal du 30 août 1920, pris en exécution de l'article 60). Ce mode de paiement présente des complications pour beaucoup de contribuables. Il les oblige à plusieurs déplacements et démarches ainsi qu'à des frais, d'autre part, il impose au receveur de multiples inscriptions dans les écritures et une attention exceptionnelle en cas de paiement tardif, les intérêts dus de ce chef prenant cours à des dates différentes pour chacun des quartiers d'impôts.

D'ailleurs, l'expérience a permis de constater que, d'une manière générale, les contributions dont il s'agit sont de préférence acquittées en une fois comme les autres impôts. La mesure proposée paraît donc se concilier avec la pratique.

L'amendement suivant comporte interprétation de l'article 7 de la loi du 6 septembre 1893, relatif à l'introduction des recours en appel en matière fiscale. On sait que les dispositions des articles 7 à 16 de cette loi, ont été rendues applicables au régime nouveau par l'article 67 des lois coordonnées.

Ledit article 7 stipule que le recours doit être fait par requête *en personne ou par « fondé de pouvoirs »*. Une récente décision judiciaire a donné à ces derniers mots une portée restrictive en ce sens qu'elle a déclaré irrecevable le recours présenté par un tiers non muni d'un pouvoir spécial à cette fin.

Pareille interprétation étant de nature à entraver l'exercice du droit de recours, il est utile de préciser que le mandat du tiers peut être tacite et qu'il résulte en tout cas à suffisance de la signification du recours notifié à la requête du contribuable en cause.

L'avant-dernier amendement reprend en quelque sorte la proposition de loi déposée au Sénat par M. M. Digneffe et Consorts (Doc. n° 94 de 1922). Il a un double but : d'une part, sauvegarder l'intérêt qu'ont l'État, les provinces et les communes à ce que l'acheteur de biens affectés à la garantie de paiement d'impôts ne verse le prix d'achat au vendeur qu'après paiement des dites charges fiscales ; d'autre part, permettre aux officiers ministériels procédant aux ventes de couvrir leur responsabilité, c'est-à-dire de savoir si les biens qu'ils sont chargés de vendre sont ou non la garantie d'impôts.

Toutefois, il a paru utile d'exclure de l'application de la disposition proposée les ventes publiques de meubles d'une valeur ne dépassant pas 1,000 francs.

Enfin, le dernier amendement complète les dispositions relatives à la mise à exécution de la loi, de manière à rendre applicables aux recours en appel introduits avant cette époque, les prescriptions des articles 15^{bis} et 17.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.



(N° 390.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1922-1923.

WETSONTWERP

tot wijziging van de wetgeving in zake belastingen op de inkomsten (1).

AMENDEMENTEN DOOR DE REGEERING INGEDIEND

TOELICHTENDE NOTA.

De hierbijgaande amendementen hebben trek op het ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving in zake belastingen op de inkomsten. (Bescheiden, n°s 137 en 220 der Kamer.)

Het eerste dezer amendementen is van louteren vorm : het beoogt den door de Commissie bij artikel 4 voorgestelden nieuwen tekst te verduidelijken.

Het tweede amendement heeft ten doel de misbruiken te verhinderen welke kunnen voortvloeien uit de toepassing van het tweede lid van § 3 van artikel 29 der geordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920, dat de afrekening, ten titel van bedrijfslasten, toelaat van één *tiende* der bezoldigingen getrokken door de bij artikel 25, 2°, van gezegde wetten beoogde belastingschuldigen (bedienden, beheerders, commissarissen van vennootschappen, enz.). Vastgesteld werd dat, in sommige gevallen, de aldus bepaalde afrekening de door de uitoefening van het bedrijf gevestigde uitgaven ver overtreft. Men is van gevoelen, dat, *behoudens bewijs van tegenovergestelde*, deze afrekening 30,000 frank niet zou mogen te boven gaan, hetgeen met eene bezoldiging van 300,000 frank overeenstemt.

Litt. A van het derde amendement behelst enkel eene tekstvereenvoudiging.

Litt. B van hetzelfde amendement heeft ten doel de personen die aan eene beroepstucht onderworpen zijn te ontslaan van het uitreiken van een ontvangstbewijs in den voorzienen vorm, op voorwaarde dat de belangheb-

(1) Wetsontwerp, n° 137.

Verslagen, n°s 181, 220 en 225.

benden een dagboek houden dat, dag voor dag, het bedrag, per categorie, van hunne bedrijfsontvangsten en -uitgaven aangeeft.

Deze bepaling vereenvoudigt ongetwijfeld de verplichtingen der belanghebbenden op merkelijke wijze.

De twee volgende amendementen vestigen een bijzonder regime voor het belasten der *lots* welke toegekend worden aan de houders van obligatiën, kasbons, schuldbekentenissen of bewijzen en van alle andere titels tot vestiging van leeningen, welke de duur daarvan ook wezen.

Onder het huidige regime levert de heffing van de belasting op roerende zaken geen moeilijkheid op, daar deze belasting aan de bron, bij de uitbetaling van het lot, afgehouden wordt.

Zulks is echter niet het geval voor de supertaxe dewelke gemakkelijk ontduken wordt.

Om dien toestand te verhelpen, stelt de Regeering voor het lot uitsluitend te onderwerpen aan de belasting op roerende zaken volgens een klimmend bedrag, dat wisselt tusschen 3 tot 10 p. c.; de supertaxe zou niet meer gevorderd worden wegens de in gezegde belasting aangeslagen inkomsten.

Het 6^e amendement wijziget den tekst der Commissie daar waar deze het vrijgesteld inkomsten-minimum voor den gehuwden belastingschuldige verdubbelt.

Deze bepaling zou noodlottige gevolgen hebben niet enkel ten opzichte van de opbrengst der supertaxe, maar ook ten aanzien van deze der bedrijfsbelasting, daar de vrijstellingen welke op de eerste dezer belastingen toepasselijk zijn het eveneens op de tweede zijn. Daaruit volgt dat meestal de bezoldigden, loontrekkenden, gepensioneerden, ambachtslieden, kleine winkeliers, herbergiers, landbouwers, de bedrijfsbelasting tegen 12 frank, zonder supertaxe, zouden betalen, hetzij minder dan wat zij onder de vroegere wetgeving in de Schatkist hoefden te storten.

Overigens zou het voorstel der Commissie, moest het aangenomen worden, gewichtige gevolgen hebben in zake toepassing der militiewet, der wet op de ouderdomspensioenen en dezer betreffende het fonds der meest begaafden. Het verleen van uitstel in zake militie, de beoordeeling van de belangrijheid der middelen en de vaststelling van het cijfer van het pensioen der ouderlingen, alsmede de toekenning der voordeelen toegestaan op het fonds der meest begaafden, worden inderdaad beïnvloed door het bedrag der vrijgestelde inkomsten.

Op te merken valt overigens dat, van economisch standpunt uit, de verdubbeling, voor den echtgenoot, van het vrijgesteld inkomen, niet gewettigd is, want het is zeker dat de kostprijs van het bestaan voor twee samenlevende personen niet gelijk is aan tweemaal den prijs van het leven van elk dezer personen afzonderlijk genomen. De Regeering neemt nochtans aan de verhooging welke de gehuwde belastingschuldige genieten zal, van een vijfde tot een vierde op te voeren.

Litt. A van het 7^e amendement schaft het uitzonderingsregime af dat de Commissie voorzien heeft ten bate van de belastingschuldigen wier gezamenlijk inkomen 5,000 frank niet te boven gaat.

Deze bepaling zou een niet te rechtvaardigen verschil van behandeling tot stand brengen tusschen belastingschuldigen wier inkomsten ongeveer dezelfde zijn. Aldus zou een ongehuwde die eene gemeente van 60,000 inwoners of meer bewoont en een inkomen van 5,000 frank heeft, 25-18 (supertaxe in verband met het vrijgesteld minimum van 3,6000) = 7 frank betalen, terwijl, indien zijn inkomen 5,100 frank bereikt, hij 30 frank zal betalen voor de eerste 5,000 frank en fr. 1.50 voor de volgende 100 franken, = fr. 31.50, 36 (vrijgesteld minimum) = fr. 15.50, zegge dus, voor een verschil in meer van 100 frank inkomen, eene verhooging der belasting van fr. 8.50.

Anderzijds, het door de Commissie vooruitgezette stelsel zal in het meerendeel der gevallen zonder praktisch nut blijken, want zeer weinig talrijk zullen de familiehoofden zijn die, wegens hunne lasten, niet zullen aangeslagen worden volgens eene der vaste sommen (3 of 10 fr.) wanneer hunne inkomsten ten hoogste 5,000 frank zullen bereiken. Slechts de inwoners der kleine gemeenten — en men weet dat ten gevolge van de indeelingen in eene andere klasse het aantal daarvan zeer geslonken is — kunnen er voordeel bij vinden. Nu, het is juist in die localiteiten, waar de levensstandaard het minst hoog is, dat eene vermindering der lasten het minst gewettigd voorkomt.

Lit. B. verbetert eene blijkbare kopij of drukfeil.

Het amendement in artikel 11 heeft ten doel eene ongelijkheid van regime te voorkomen tusschen de schatplichtigen die bijna gelijke inkomsten genieten.

Volgens den tekst van de Commissie, zou de belastingschuldige, wiens belastbaar inkomen 100,000 frank bedraagt, de vermindering genieten van 3 t. h. per persoon te zijnen laste. Gemelde vermindering zou, daarentegen, geweigerd worden aan dengene die 101,000 frank inkomsten heeft, zelfs indien zijne gezinslasten grooter zijn en zijn toestand dienvolgens minder gunstig is.

Uit die eenvoudige uiteenzetting blijkt dat het door de Commissie voorgestelde stelsel aan billijkheid mangelt.

De Regeering acht dat den door haar voorgestelden tekst de eischen van de kroostrijke gezinnen inwilligt in de mate van de begrootingsmogelijkheden: hij verhoogt de maximum aftrekking (1000 frank) progressievelijk met 100 frank per persoon ten laste boven de 2, zoodat zij 1,000 frank bereikt voor de vrouw en het eerste kind, 1,100 frank voor het twee kind, 1,200 frank voor het derde, en zoo voort, om 1,900 frank te bereiken voor het tiende kind.

Het 9° amendement brengt den tekst van § 2 van artikel 54 overeen met dengene van § 1 van artikel 59 in zoover hij het tijdsbestek beoogt waarbinnen de aangiften in verband met de bij de bron geheven belasting op roerende zaken en bedrijfsbelasting moeten overgelegd worden.

Het 10° amendement wijzigt artikel 59 (artikel 14 van het ontwerp), derwijze dat de grondbelasting, de personeele belasting op de dienstboden en paarden betaalbaar worden, zooals de supertaxe en de belasting op het mobilair, binnen de maand na de ontvangst van het waarschuwingsuitreksel uit het kohier.

Thans zijn de eerste twee dezer belastingen te betalen per trimester (art. 59 voormeld en artikel 14 van het Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920, getroffen ter uitvoering van artikel 60). Deze betaalwijze biedt verwikkelingen aan voor tal van schatplichtigen. Zij noopt ze tot verscheidene verplaatsingen en stappen en tot onkosten; anderzijds vergt zij van den ontvanger veelvuldige inschrijvingen in de geschriften en eene buitengewone aandacht in geval van te laat geschiedende betaling, daar de interesten wegens verwijl op verschillende datums beginnen te loopen voor elk vierde van de belasting.

Ervaring deed bevinden dat over 't algemeen de belastingen waarvan sprake liefst in eenmaal, zooals de andere belastingen, betaald worden. De voorgestelde maatregel blijkt dus met de praktijk overeen te stemmen.

Het volgende amendement behelst de uitlegging van artikel 7 der wet van 6 September 1895, betreffende het instellen der verhalen in beroep in fiskale zaken. Men weet dat de bepalingen der artikelen 7 tot 16 van die wet op het nieuw stelsel toepasselijk werden gemaakt door artikel 67 der geordende wetten.

Gemeld artikel 7 bepaalt dat het verhaal wordt gedaan bij rekest, « *in persoon of door een gevolmachtigde* ». Eene onlangs getroffen gerechtelijke beslissing heeft deze laatste woorden op beperkende wijze uitgelegd in dezen zin dat zij het verhaal, ingesteld door eenen derde, daartoe niet van eene bijzondere lastgeving voorzien, niet ontvankelijk heeft verklaard.

Daar dergelijke uitlegging van aard is om het uitoefenen van het recht tot verhaal te belemmeren, is het nuttig nader aan te merken dat de lastgeving van den derde stilzwijgend zijn mag en dat zij in elk geval genoegzaam blijkt uit de beteekening van het ten verzoeken van den betrokken schatplichtige aangezegde verhaal.

Het voorlaatste amendement is om zoo te zeggen de herhaling van het wetsontwerp bij den Senaat ingediend door de heeren Digneffe en consoorten (Besch. n^o 94 van 1922). Het heeft een tweevoudig doel: eenerzijds het belang vrijwaren dat de Staat, de provinciën en de gemeenten er bij hebben dat de aankoper van goederen welke tot zekerheid dienen van de betaling van belastingen, den aankoop prijs aan den verkoper slechts stort na betaling van gemelde fiskale lasten; anderdeels aan de ministerieele ambtenaren die tot de verkooppingen overgaan, toelaten hunne aansprakelijkheid te dekken, het is te zeggen, te weten of de goederen welke zij moeten verkoopen al dan niet tot zekerheid voor belastingen dienen.

Echter bleek het nuttig de openbare verkooppingen van roerende goederen eener waarde welke 1,000 frank niet overtreft, uit te sluiten van de toepassing der voorgestelde bepaling.

Ten slotte, het laatste amendement vult de bepalingen aan betreffende het ten uitvoer leggen der wet, derwijze op de verhalen in beroep, ingesteld vóór dit tijdstip, de voorschriften der artikelen 15^{bis} en 17 toepasselijk te maken.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

ANNEXE AU N° 390.

AMENDEMENTS.

ART. 4.

Modifier comme ci-après le dernier alinéa nouveau du § 4 de l'article 27 :

La dite taxe est acquittée avant l'exercice de la profession en Belgique. Toutefois, si les revenus réalisés dans le pays donnent lieu à un impôt plus élevé, un supplément est exigible à due concurrence; ce supplément est payable avant que le redevable quitte le territoire et au plus tard le 31 décembre.

ART. 4^{bis} (nouveau).

Le deuxième alinéa du § 3 de l'article 29 est complété comme suit :

Toutefois, ce forfait ne peut, sauf preuve contraire, dépasser 30,000 francs par redevable.

ART. 5.

A. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article sont fusionnés en un seul, comme suit :

Ce reçu est extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances. Celui-ci ne pourra exiger... (comme au projet).

BIJLAGE VAN N° 390.

AMENDEMENTEN.

ART. 4.

Het laatste nieuw lid van § 4 van artikel 27 te wijzigen als volgt :

Gemelde belasting wordt betaald vóór de uitoefening van het bedrijf in België. Echter, indien de in het land verkregen inkomsten tot eene hoogere belasting aanleiding geven, is eene aanvullende belasting tot het vereischte bedrag opvorderbaar; die aanvullende belasting is te betalen vóór dat de schatplichtige het grondgebied verlaat en uiterlijk op 31 December.

ART. 4^{bis} (nieuw).

Het 2^{de} lid van § 3 van artikel 29 aan te vullen als volgt :

Echter mag dit forfaitair bedrag, behoudens tegenbewijs, niet 30,000 fr. per schatplichtige overschrijden.

ART. 5.

A. — Lid 3 en lid 4 van dit artikel tot één lid samen te smelten als volgt :

Dit ontvangsbewijs wordt genomen uit een stamboekje waarvan het model zal worden bepaald door den Minister van Financiën. Deze kan slechts eischen... (zooals in het ontwerp).

B. — Deux alinéas nouveaux sont en outre ajoutés à cet article :

La délivrance d'un reçu n'est pas obligatoire pour les personnes soumises à une discipline professionnelle si celles-ci tiennent un journal indiquant jour par jour, et par catégories, le montant de leurs recettes et de leurs dépenses professionnelles. Toute omission à ce sujet entraîne l'application de l'amende prévue ci-dessus.

Le modèle du journal est déterminé par le Ministre des Finances. Ce journal est coté et paraphé par le Contrôleur des contributions du ressort.

Art. 6^{bis} (nouveau).

La disposition suivante est ajoutée à l'article 34 :

§ 3. — En ce qui concerne les primes ou lots visés à l'article 17, le taux de la taxe est fixé à 3, 4, 6 ou 8 %, selon que ces revenus ne dépassent pas respectivement 25,000, 50,000, 100,000 ou 150,000 francs; le taux est de 10 %, pour les primes et lots supérieurs à 150,000 francs.

Art. 8^{bis} (nouveau).

L'article 36 est complété comme suit :

Toutefois, les primes ou lots visés à l'article 17 ne donnent pas lieu à la supertaxe si la taxe prévue au § 3 de l'article 34, a été versée du chef de ces revenus.

B. — Daarenboven twee nieuwe alinea's aan dit artikel toe te voegen :

Het verstrekken van een ontvangstbewijs is niet verplichtend voor de aan eene beroepstucht onderworpen personen, indien dezen een dagboek houden aanwijzende dag voor dag, en per categorieën, het bedrag van hunne beroepsonvangsten en -uitgaven. Elk verzuim daaromtrent brengt de toepassing van de hierboven voorziene boete mede.

Het model van het dagboek wordt door den Minister van Financiën bepaald. Dit dagboek wordt genummerd en gekortteekend door den toezichter der belastingen van het gebied.

Art. 6^{bis} (nieuw).

Aan artikel 34 de volgende bepaling toe te voegen :

§ 3. — Wat de in artikel 17 bedoelde premiën of loten betreft, is het bedrag van de belasting bepaald op 3, 4, 6 of 8 %, naar gelang die inkomsten onderscheidenlijk 25,000, 50,000, 100,000 of 150,000 frank niet overschrijden; het bedrag is 10 % voor de premiën en loten welke 150,000 frank overtreffen.

Art. 8^{bis} (nieuw).

Artikel 36 aan te vullen als volgt :

Echter, geven de in artikel 17 bedoelde premiën of loten niet aanleiding tot de supertaxe indien de bij § 3 van artikel 34 voorziene belasting uit hoofde van die inkomsten werd gestort.

ART. 9.

Au 1° remplacer « porté au double » **par** « *augmenté d'un quart* ».

ART. 10.

A. — Supprimer le § 2.

B. — Au § 3, 1^{er} alinéa, lire 15,000 au lieu de 10,000 habitants.

ART. 11.

Remplacer comme il suit le § 2 :

§. 2. La déduction prévue au § 1^{er} ne peut dépasser 1,000 francs par personne à la charge du redevable.

Toutefois, ce maximum est augmenté progressivement de 100 francs pour chaque personne à charge au delà de 2.

ART. 11^{bis} (nouveau).

Au § 2 de l'article 54, les mots : « dans les quinze jours qui suivent le mois pendant lequel ces revenus ont été attribués », sont remplacés par les mots « dans les délais fixés au § 1^{er} de l'article 59 ».

ART. 13^{bis} (nouveau).

L'article 59, § 1^{er}, modifié par l'article 3 de la loi du 28 mars 1923, est remplacé par les dispositions suivantes :

Les taxes mobilière et professionnelle perçues par retenue sur les revenus imposables, sont payables la première, dans les quinze jours de l'attribution ou de la mise en paiement desdits revenus,

ART. 9.

In n° 1° « gebracht tot op het dubbele » te vervangen door « verhoogd met één vierde ».

ART. 10.

A. — § 2 te doen wegvallen.

B. — In § 3, 1° lid, te lezen 15,000 in plaats van 10,000 inwoners.

ART. 11.

§ 2 te vervangen als volgt :

De aftrekking voorzien bij § 1 mag 1,000 frank niet overschrijden per persoon ten laste van den schatplichtige.

Echter, wordt dit maximum geleidelijk met 100 frank verhoogd voor elken persoon ten laste boven de 2.

ART. 11^{bis} (nieuw).

In § 2 van artikel 54 de woorden : « binnen de vijftien dagen na de maand gedurende dewelke deze inkomsten werden toegekend » te vervangen door de woorden « binnen de bij § 1 van artikel 59 bepaalde tijdsbestekken ».

ART. 13^{bis} (nieuw).

Artikel 59, § 1, gewijzigd bij artikel 3 der wet van 28 Maart 1923, te vervangen door de volgende bepalingen :

De belasting op roerende zaken en de bedrijfsbelasting, geheven bij wijze van voorafneming op de belastbare inkomsten, zijn te betalen, de eerste, binnen de vijftien dagen na de toekenning of

la seconde, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus ont été payés.

« La contribution foncière, les taxes mobilière ou professionnelle non perçues par retenue de même que la supertaxe sont payables dans le mois de la réception de l'avertissement-extrait du rôle. Cette règle est également applicable en ce qui concerne l'impôt sur le mobilier et la contribution personnelle. »

ART. 15^{bis} (nouveau).

L'article 67 est complété comme il suit :

Le mandat du fondé de pouvoirs visé à l'article 7 de la loi du 6 septembre 1895 précitée ⁽¹⁾, ne doit pas être exprès : il peut être tacite et résulte en tout cas à suffisance de la signification du recours notifié à la requête du contribuable en cause.

ART. 16^{bis} (nouveau).

L'article 73 est remplacé par la disposition suivante :

ART. 73, § 1^{er}. — Les officiers ministériels chargés de procéder à la vente d'un immeuble sont tenus d'en aviser par lettre recommandée à la poste, au moins huit jours francs à l'avance, le receveur des contributions de la situation du bien et celui de la commune où

de betaalbaarstelling van gemelde inkomsten, de tweede, binnen de vijftien dagen na het verstrijken der maand gedurende dewelke de inkomsten betaald werden.

« De grondbelasting, de belasting op roerende zaken of bedrijfsbelasting niet geheven bij wijze van voorafneming, alsmede de supertaxe, zijn te betalen binnen de maand na de ontvangst van het waarschuwingsuittreksel uit het kohier. Deze regel is insgelijks van toepassing wat betreft de belasting op het mobilair en de personeele belasting. »

ART. 15^{bis} (nieuw).

Artikel 67 aan te vullen als volgt :

De lastgeving van den in voormeld artikel 7. der wet van 6 September 1895 ⁽¹⁾ bedoelden gevolmachtigde moet niet uitdrukkelijk zijn : het mag stilzwijgend zijn en blijkt in elk geval genoegzaam uit de beteekening van het ten verzoeken van den betrokken schatplichtige aangezegde verhaal.

ART. 16^{bis} (nieuw).

Artikel 73 te vervangen door de volgende bepaling :

ART. 73, § 1. — De ministerieele ambtenaren, belast met de verkoop van een onroerend goed, zijn gehouden daarvan bij aangeteekenden postbrief, ten minste acht vrije dagen op voorhand, bericht te zenden aan den ontvanger der belastingen van de ligging

(1) Article 7 de la loi du 6 septembre 1895 :

... Il (le recours en appel) est fait par requête en personne ou par fondé de pouvoirs...

(1) Artikel 7 der wet van 6 September 1895 :

... Het (het verhaal voor het Beroepshof) wordt gedaan bij rekest, in persoon of door een gevolmachtigde...

le propriétaire a son domicile ou son principal établissement, ainsi que les receveurs communaux des mêmes localités.

Les organisateurs de ventes ou fondés de pouvoirs, chargés de vendre publiquement des meubles, sont tenus d'adresser la même information, dans le même délai, au receveur des contributions et au receveur communal du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles, lorsque la valeur de ceux-ci atteint au moins 1,000 francs.

§ 2. — A défaut de s'être conformés aux prescriptions du § 1^{er}, les officiers ministériels, organisateurs de ventes ou fondés de pouvoirs en cause, sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence du produit de la vente, des impositions directes, amendes, frais, intérêts et accessoires, non encore acquittés, dont les biens vendus sont la garantie au profit de l'État, des provinces ou des communes.

Ils encourent la même responsabilité, lorsqu'après avoir donné l'avis susdit, ils s'abstiennent de faire effectuer dans les caisses des fonctionnaires compétents, le versement des redevabilités dont le montant leur a été dûment notifié au plus tard le jour de la vente.

ART. 20.

Remplacer le 2^e alinéa du § 2 par la disposition ci-dessous :

Les dispositions de l'article 15^{bis} sont

van het goed en aan dengene der gemeente, waar de eigenaar zijne woonplaats of hoofdinrichting heeft, alsmede aan de gemeenteontvangers derzelfde localiteiten.

De inrichters van verkooping en gevolmachtigden, belast met de openbare verkooping van de roerende goederen, zijn gehouden hetzelfde bericht, binnen denzelfden termijn, te zenden aan den ontvanger der belastingen en aan den gemeenteontvanger der woonplaats of der hoofdinrichting van den eigenaar der gemelde roerende goederen, wanneer de waarde daarvan ten minste 1,000 frank bereikt.

§ 2. — Wanneer zij nagelaten hebben de bepalingen van § 1 na te leven, zijn de betrokken ministerieele ambtenaren, inrichters van verkooping en gevolmachtigden persoonlijk aansprakelijk, tot beloop van de opbrengst der verkooping, voor de nog niet betaalde rechtstreeksche aanslagen, boeten, kosten, interesten en bijkomende sommen, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen ten bate van den Staat, de provinciën of de gemeenten.

Zij zijn op dezelfde wijze aansprakelijk wanneer zij, na gemeld bericht te hebben gezonden, nalaten in de kassen der bevoegde ambtenaren de storting te doen geschieden van de verschuldigde sommen waarvan het bedrag hun behoorlijk werd beteekend uiterlijk op den dag der verkooping.

ART. 20.

Het 2^e lid van § 2 te vervangen door de volgende bepaling :

De bepalingen van artikel 15^{bis} zijn

<i>applicables aux recours en appel introduits antérieurement à la date fixée au § 1^{re}; éventuellement les décisions y relatives, contraires aux prescriptions dudit article, seront revisées dans les conditions prévues à l'article 17.</i>	<i>van toepassing op de verhalen in beroep ingesteld vóór den in § 1 vastgestelden datum; desgevallende worden de daarmede verband houdende beslissingen, strijdig met de bepalingen van gemeld artikel, herzien in de bij artikel 17 voorziene voorwaarden.</i>
--	--
